

VIOLENTS HEURTS ENTRE PRO ET OPPOSANTS AU RÉGIME

Le Yémen s'enlise dans la violence

Le Yémen n'a pas été épargné par la vague de contestations qui souffle sur le monde arabe. Les manifestants yéménites font face non seulement aux assauts de la police mais également à ceux des partisans du pouvoir en place.

Cinq jours après le début des manifestations, le mouvement ne s'essouffait toujours pas hier. Des milliers de manifestants rivaux se sont rassemblés dans le sud du Yémen.

Les agences de presse révélèrent que pas moins de 10 000 partisans du président Ali Abdallah Saleh étaient dans les rues au moment même où des milliers d'opposants au prési-

dent étaient massés pour leur part sur la place Hourria de cette ville, où des centaines de personnes campent depuis des jours. Ils réclament le départ du président Saleh, au pouvoir depuis trente-deux ans.

Pour tenter de contenir la foule en colère, le pouvoir en place a déployé l'armée mais compte également sur l'intervention de ses partisans. A Sanaâ et à Aden, de



Photo : DR.

violents affrontements entre policiers et manifestants ont fait 3 morts et 19 blessés,

portant à 5 le nombre de personnes tuées depuis le début des affrontements.

Hier encore, de violents affrontements ont éclaté à Sanaâ entre partisans et adversaires du gouvernement.

Armés de poignards et de gourdins, quelque 800 partisans du président Saleh ont attaqué environ 1 500 opposants, qui ont riposté en lançant des pierres.

Quarante personnes au moins ont été blessées dans ces heurts. Des correspondants de presse affirment que la police yéménite n'a rien fait pour séparer les deux camps, se contentant d'observer les heurts. Le pays est confronté depuis



plus d'un mois à un mouvement de contestation sociale réclamant le départ du président Saleh, allié des Etats-Unis dans leur lutte contre Al Qaïda dans la péninsule arabique.

Le régime fait face également à une rébellion chiite dans le nord et à un mouvement séparatiste de plus en plus violent dans le sud.

N. I.

POUR PROTESTER CONTRE LA POLICE ET RÉCLAMER UNE HAUSSE DES SALAIRES

Manifestations en Syrie et à Oman

Visiblement encouragés par la vague de contestations, les Omanais ont pacifiquement manifesté hier dans le centre de Mascate pour demander des augmentations de salaires et des réformes politiques. Deuxième du genre dans le pays, la manifestation a pris un caractère social avec des slogans revendiquant la baisse des prix des produits de large consommation, l'augmentation des salaires et l'autorisation des banques islamiques.

Il y a tout juste un mois, Oman avait connu des mouvements similaires à ceux de Mascate pour protester contre le coût de la vie, un phénomène rare dans cette monarchie arabe du Golfe.

Un mois plus tard, les autorités ont annoncé avoir augmenté le salaire minimum des employés. En Syrie, plus d'une centaine de Syriens ont manifesté jeudi à Damas pour protester contre la brutalité des policiers déployés contre un citoyen syrien.

Ils ont scandé des slogans hostiles à la police suite à l'agression du fils d'un propriétaire d'un magasin sur la place Hariqa, pour des raisons inconnues. Les manifestants sont restés plus de trois heures sur place, bloquant les rues avoisinantes. Ils ont demandé au ministre de l'Intérieur, venu sur place, d'arrêter les policiers concernés et de les traduire en justice.

N. I.

LES IRAKIENS RÉCLAMENT L'ACCÈS AUX SERVICES PUBLICS

Grogne sociale en Irak

Les Irakiens sont dans la rue depuis mercredi. Point de slogans revendiquant la chute du régime mais des revendications à caractère social.

L'Irak a vécu, mercredi, une journée particulièrement violente depuis le début de la protestation, il y a deux semaines, qui avait débuté après la mort d'un jeune manifestant au sud de Bagdad. Dès jeudi, le mouvement de contestation s'est étendu au Kurdistan, où deux personnes ont été tuées et 47 ont été blessées par balles à Souleimaniyeh. La veille, à Tkout (160 km au sud de Bagdad), un manifestant de 16

ans avait été tué et 27 autres avaient été blessés lorsqu'une foule en colère avait incendié des bâtiments publics pour protester contre l'absence de services publics.

Dans la localité de Nasr, à 240 km au sud de Bagdad, près de Nassiriya, des dizaines de manifestants exigeant des emplois et des services publics ont pénétré dans la mairie, incendiant l'entrée et mettant le feu à des dossiers. Dans la cité

multiethnique de Kirkouk, à 240 km au nord de Bagdad, 350 femmes et enfants ont défilé entre le bâtiment du ministère de la Santé et le gouvernorat en brandissant des banderoles. Point commun entre tous ces manifestants : la revendication du droit d'accéder aux services publics de base.

Les contestataires reprochent aux gouverneurs de n'avoir rien fait pour améliorer le quotidien des citoyens qui réclamaient, entre autres, le courant électrique, du travail pour les chômeurs et l'accès gratuit aux

soins. Réagissant à ce mouvement qui n'a pratiquement épargné aucune région du pays, le Premier ministre Nouri al-Maliki mettait en garde «contre la violence», affirmant accueillir «favorablement ceux qui manifestent pacifiquement pour leurs droits légitimes mais pas ceux qui exploitent ces revendications pour susciter des émeutes.

Les auteurs seront traduits en justice», avant d'accuser les puissances étrangères d'être derrière ces événements.

N. I.

LES MONARCHIES PÉTROLIÈRES NE SONT PAS ÉPARGNÉES

La contestation s'étend au Bahreïn

La quiétude des monarchies pétrolières est sérieusement ébranlée. Le Bahreïn, petit archipel du Golfe, siège de la cinquième flotte américaine et port d'attache des bâtiments de guerre américains en mission dans la région, est sorti de sa torpeur.

Des milliers de manifestants, majoritairement chiites, ont pris d'assaut le centre de Manama pour réclamer des réformes politiques et sociales et l'instauration d'une monarchie constitutionnelle dans laquelle le gouvernement serait élu par le peuple. Ils dénoncent le règne d'une dynastie sunnite

qui, disent-ils, répartit de manière inégale les richesses du pays. La réaction de la monarchie ne s'est pas fait attendre : la police a donné, dès jeudi, l'assaut pour déloger les manifestants. Bilan : au moins quatre morts et des dizaines de blessés. Les forces anti-émeutes ont attaqué les

protestataires sans sommation, usant de gaz lacrymogènes, de balles en caoutchouc et de balles à fragmentation.

Ne niant pas l'usage de la force, le porte-parole du ministère de l'Intérieur expliquait que les forces de sécurité ont évacué la place de la Perle après avoir épuisé toutes les chances de dialogue avec les protestataires.

Le ministre bahreïni des Affaires étrangères, Khaled Ben Ahmed Al-Khalifa, a justifié l'intervention policière par la

nécessité d'empêcher «une crise économique» et un «conflit confessionnel». Sur le terrain, la tension restait palpable hier.

Des milliers de chiites ont enterré hier, dans un climat de tension et de colère, leurs morts tués dans la violente répression d'un rassemblement d'opposants à la monarchie à Manama, où des chars et véhicules blindés de l'armée ont pris place dans certains points stratégiques.

N. I.

JORDANIE

Premières violences contre le mouvement de contestation

Des partisans du régime jordanien ont attaqué hier une manifestation de centaines de jeunes qui réclamaient des réformes, faisant plusieurs blessés, les premières violences dans le royaume depuis le début du mouvement de contestation sociale et politique en janvier.

Contrairement à plusieurs autres pays arabes où des révoltes sont réprimées de façon violente, les manifestations dans le royaume s'étaient déroulées jusqu'à présent de façon pacifique. Près de 400 jeunes selon les organisateurs, 300 selon la police, ont manifesté après la prière du vendredi en faveur de «réformes politiques», d'un gouvernement «élu» et de «la fin de la corruption». Une «dispute» a éclaté «entre une manifestation de partisans du gouvernement et un autre rassemblement se trouvant au même endroit», a déclaré le porte-parole de la police Mohamad Khatib, faisant allusion à

un rassemblement de jeunes protestataires. Des manifestants ont indiqué pour leur part à l'AFP avoir été poursuivis par des partisans du gouvernement qui les ont frappés, certains avec des bâtons. Huit personnes ont été blessées selon eux. L'agence officielle Petra a fait état de son côté de «milliers de manifestants partisans du gouvernement» scandant : «nous sommes prêts à mourir pour toi, ô Abou Hussein», en référence au roi Abdallah II de Jordanie. Une «dispute» entre cette manifestation et une autre appelant à des réformes «a poussé la police à intervenir et l'incident s'est terminé pacifiquement», a affirmé Petra. Cette version des faits est cependant contredite par des images diffusées par la chaîne de télévision satellitaire Al-Jazira montrant des personnes tapant des manifestants à l'aide de ce qui semble être des bâtons et des barres de fer. Issam Khawajah, secrétaire général du parti Hashed (gauche), qui a participé à la manifestation, a affirmé

qu'une centaine de «voyous» avaient attaqué «avec des bâtons et des barres de fer» les manifestants. Il a également fait état de huit blessés. «Nous poursuivrons notre action, vendredi prochain, ce sera une journée de colère dans tout le royaume», a-t-il dit lors d'une conférence de presse. Un journaliste du quotidien indépendant *Al-Arab Youm*, Moawafak Mahadine, a indiqué à l'AFP avoir été hospitalisé avec son fils après que des «voyous» les ont «frappés avec des bâtons». Le journaliste, qui a dit avoir eu le bras cassé, est sorti de l'hôpital mais son fils Firas, un réalisateur de 30 ans, «souffre d'une commotion cérébrale et se trouve toujours hospitalisé». Une source médicale a confirmé l'hospitalisation de deux blessés. Le ministre d'Etat jordanien de l'Information, Taher Adwan, a déclaré à l'AFP que les manifestants et les forces de l'ordre avaient été «surpris» par un groupe qui avait attaqué les manifestants à coups de bâtons. «Les manifestants et les

forces de l'ordre ont été surpris par l'apparition d'un groupe armé de bâtons, qui a attaqué les manifestants, faisant des blessés», a-t-il dit. «Le gouvernement condamne cet incident. La manifestation était pacifique et ce qu'ont fait les assaillants est en violation avec la liberté de ces citoyens». «Le gouvernement suit de près l'enquête pour connaître les auteurs de ces actes et ceux qui les ont encouragés et réaffirme son engagement pour les réformes politiques surtout les lois régissant les libertés». Mercredi, une trentaine d'universitaires s'étaient rassemblés devant le palais royal à Amman pour demander de «limiter les pouvoirs du roi Abdallah II» et réclamer des «réformes constitutionnelles». Près de 1 500 personnes avaient manifesté le même jour à Irbid, deuxième ville de Jordanie (nord), pour dénoncer la «corruption» du gouvernement et demander des réformes politiques, selon des participants.